

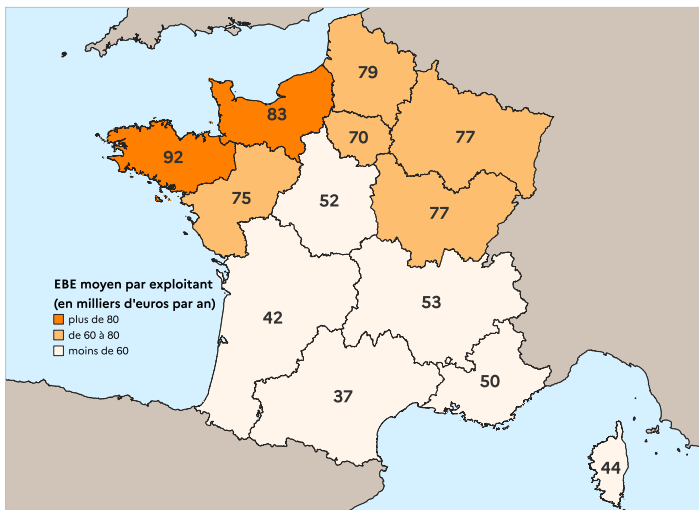
Réseau d'information comptable agricole 2024

Les exploitations bretonnes tirent leur épingle du jeu

Après une baisse marquée en 2023, les résultats économiques des exploitations bretonnes sont stables en 2024. L'excédent brut d'exploitation atteint 92 000 euros annuels par exploitant en 2024. Il ne varie quasiment pas en Bretagne (+ 0,3 %), alors qu'il baisse de 9 % en France métropolitaine. La Bretagne, région d'élevage, a été moins affectée par les mauvaises conditions météorologiques, qui ont durement touché les cultures céréalières et viticoles. Cette stabilité dans la région s'explique par la baisse concomitante de la production exprimée en euros et de la plupart des charges d'exploitation. En revanche, le résultat courant avant impôts baisse (- 3 %), après prise en compte des amortissements et des charges financières, postes en effet en augmentation. La filière lait s'en sort le mieux avec une production et des résultats en hausse. En revanche, les résultats baissent dans les spécialisations porcins et volailles de chair.

Figure 1 - La Bretagne, 1^{re} région pour l'excédent généré par les exploitants agricoles

Excédent brut d'exploitation (EBE) par équivalent temps plein (ETP) non-salarié en moyenne par région en 2024



Source : Agreste, Rica 2024

En 2024, la Bretagne prend la première place des régions pour les résultats économiques de ses exploitations agricoles, devant la Normandie, autre grande région d'élevage. L'excédent brut d'exploitation (EBE) des exploitations bretonnes atteint ainsi 138 000 euros en moyenne en 2024, contre 85 000 euros en moyenne en France métropolitaine (**définitions**).

En Bretagne, l'EBE par exploitant – équivalent temps plein (ETP) non salarié – est plutôt stable et atteint 92 000 euros (+ 0,3 % par rapport à 2023 en euros constants contre – 9 % en France métropolitaine, **figure 1**). Très orientée vers l'élevage, la région a moins pâti des faibles récoltes dues aux mauvaises conditions météorologiques, en particulier pour les céréales et la viticulture. Cette stabilité intervient après une forte baisse

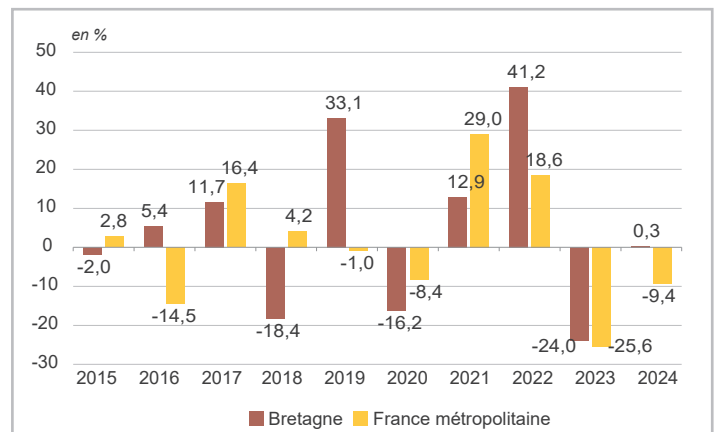
de 24 % entre 2022 et 2023 (– 26 % en France métropolitaine, **figure 2**).

Une baisse modérée du résultat courant

Par rapport à l'excédent brut d'exploitation, le *résultat courant avant impôts* (RCAI) prend en compte les charges liées à la dépréciation des actifs (amortissements) et les charges financières (essentiellement des intérêts d'emprunts, **définitions**). En 2024, ce résultat courant diminue en Bretagne de 3 % par exploitant (– 20 % en France métropolitaine). Les dotations aux amortissements augmentent en effet de 5 % et les charges financières également (+ 16 %). Le résultat courant s'élève ainsi à 50 500 euros annuels en moyenne par exploitant (ETP non salarié) en 2024. Il augmente pour les productions bovines et volailles de ponte, alors qu'il baisse pour les

Figure 2 - Pour la Bretagne, des ressources stables en 2024

Évolutions annuelles de l'excédent brut d'exploitation par équivalent temps plein non salarié entre 2015 et 2024



Champ : évolutions entre l'année n-1 et l'année n, calculées à échantillon constant et en euros constants

Source : Agreste, Rica

Figure 3 : Une baisse des résultats courants par exploitant en 2024

Principaux indicateurs financiers des exploitations bretonnes et évolutions entre 2023 et 2024 en euros constants

Orientation	Production de l'exercice		Consommations intermédiaires*		EBE/ETP non salarié		RCAI/ETP non salarié	
	Moyenne par exploitation, en milliers d'euros	Évolution 2023-2024 (en %)	Moyenne par exploitation, en milliers d'euros	Évolution 2023-2024 (en %)	Moyenne par exploitation, en milliers d'euros	Évolution 2023-2024 (en %)	Moyenne par exploitation, en milliers d'euros	Évolution 2023-2024 (en %)
Bovins lait	383,7	5,9	243,8	- 1,1	91,3	21,4	50,7	29,3
Porcins	957,0	- 7,2	670,4	- 9,8	173,5	- 9,2	100,0	- 20,1
Volailles	424,4	- 4,0	285,4	- 6,3	107,5	- 2,1	54,9	2,6
dont volailles de chair	309,3	- 7,2	210,4	- 5,9	69,9	- 12,0	27,8	- 21,4
Ensemble des exploitations	442,6	- 3,8	293,6	- 6,9	92,1	0,3	50,5	- 3,4

*charges d'approvisionnement, autres achats et charges externes (hors fermage)

Champ : Bretagne

Source : Agreste, Rica 2023-2024

productions porcines, volailles de chair et légumes de plein champ.

La production de l'exercice, c'est-à-dire tout ce qui est vendu ou stocké par l'exploitation, baisse pour l'ensemble des exploitations (- 4 %), comme en production porcine ou volailles de chair. La production de lait progresse en revanche de 6 % en valeur, grâce à l'augmentation des livraisons à l'industrie (figure 3).

Les charges courantes diminuent de 4 % en euros courants (définitions). Les charges d'approvisionnement (incluant les charges d'alimentation) diminuent de 11 % sur un an. Les charges courantes augmentent de 1 % pour la production laitière, baissent de 7 % pour la production porcine et de 2 % pour la production de volailles de chair.

Une trésorerie disponible et un taux d'endettement en hausse

Une fois déduits de l'EBE les annuités d'emprunts (capital et intérêts dus) et les cotisations sociales de l'exploitant, le solde disponible par exploitant (ETP non salarié) atteint 39 000 euros en moyenne en 2024 (figure 4, définitions). Cette trésorerie disponible permet de rémunérer l'exploitant et de développer l'exploitation en investissant (l'autofinancement pouvant être complété par un recours à l'emprunt). Elle augmente de 3 % en 2024, malgré la baisse du résultat courant. En 2024, les élevages porcins ont toujours le solde disponible moyen le plus

élevé : 84 000 euros annuels par exploitant contre 39 000 euros pour les éleveurs laitiers et 23 000 euros pour les éleveurs de volailles de chair. Toutes orientations confondues, le nombre d'exploitations ayant un solde disponible négatif diminue en Bretagne (17 % en 2024 contre 20 % en 2023).

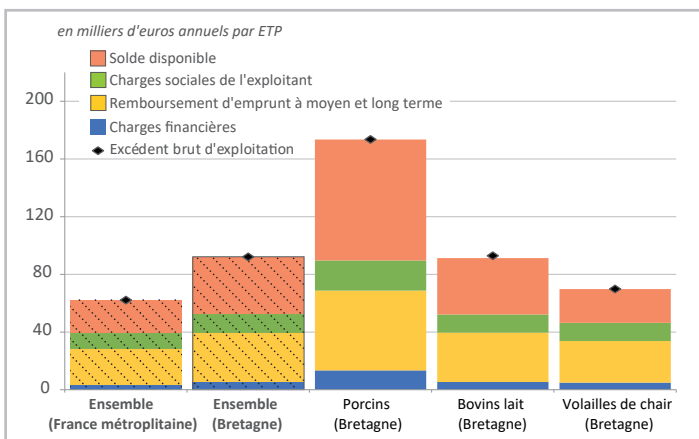
Le taux d'endettement s'élève à 56 %, en baisse de 1,5 point par rapport à 2023 à échantillon constant. Les élevages porcins augmentent encore leur niveau d'investissement. Leur dette atteint 60 % du total de l'actif, contre 52 % chez les éleveurs laitiers et 69 % en volaille de chair.

Les résultats de la filière porcine baissent mais restent élevés

En 2024, l'excédent brut d'exploitation des éleveurs porcins baisse de 9 % et atteint 173 500 euros annuels par exploitant. Ce montant représente cependant presque le double de l'excédent moyen d'une exploitation bretonne. Par ailleurs, les excédents sont très dispersés d'une exploitation à l'autre, avec un EBE par ETP non salarié inférieur à 14 000 euros annuels pour 10 % des exploitations et supérieur à 407 000 euros pour 10 % des exploitations les plus rémunératrices (figure 5). La baisse de l'excédent moyen chez les éleveurs porcins provient d'une baisse plus forte de la production de l'exercice, relativement à la baisse des charges d'exploitation. La forte baisse des charges d'approvisionnement (-12 %), et notamment d'alimentation (- 14 %), ne pèse pas assez pour améliorer l'excédent. Par ailleurs, l'augmentation des charges financières

Figure 4 - La trésorerie disponible atteint 84 000 euros dans les élevages porcins bretons

Solde disponible par équivalent temps plein non-salarié en 2024 par orientation économique

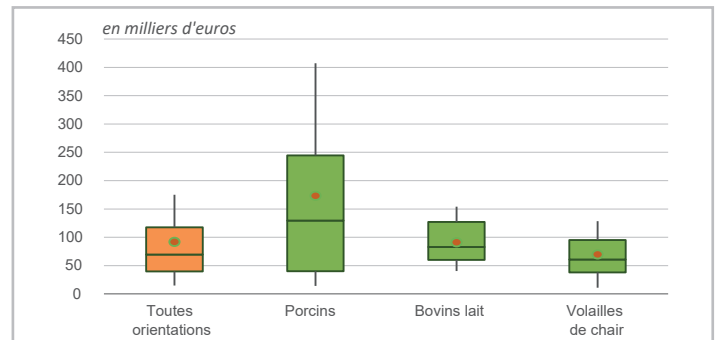


Champ : France métropolitaine

Source : Agreste, Rica 2024

Figure 5 - Des résultats agricoles très disparates

Dispersion de l'EBE par ETP non salarié, selon les orientations



Note : le bas du trait vertical correspond au 1er décile, le haut au 9^e décile. Le bas de la boîte orange correspond au 1^{er} quartile, le haut au 3^e quartile, le trait du milieu à la médiane. Le rond rouge correspond à la moyenne.

Lecture : les exploitations bretonnes ont un EBE par ETP non salarié moyen égal à 83 000 euros. Parmi elles, 10 % ont une valeur inférieure à 15 000 euros, 25 % moins de 25 000 euros, 25 % ont une valeur supérieure à 117 000 euros, 10 % plus de 175 000 euros. La moitié ont un EBE par ETP non salarié inférieur à 69 000 euros.

Champ : Bretagne

Source : Agreste, Rica 2024

(+ 20 %) et des charges sociales des salariés (+ 3 %), accentue la baisse du résultat courant par exploitant (- 20 %). Le niveau d'investissement reste le plus élevé des différentes productions bretonnes. Il atteint 138 200 euros en 2024, soit plus du double de celui de l'ensemble des exploitations (63 000 euros), et plus que celui des éleveurs laitiers (60 000 euros) et des éleveurs de volailles de chair (39 000 euros). La filière est ainsi fortement affectée par des amortissements élevés qui font baisser le résultat courant avant impôt de 20 % en 2024 (100 000 euros annuels).

La plus grosse hausse de revenu pour les bovins lait

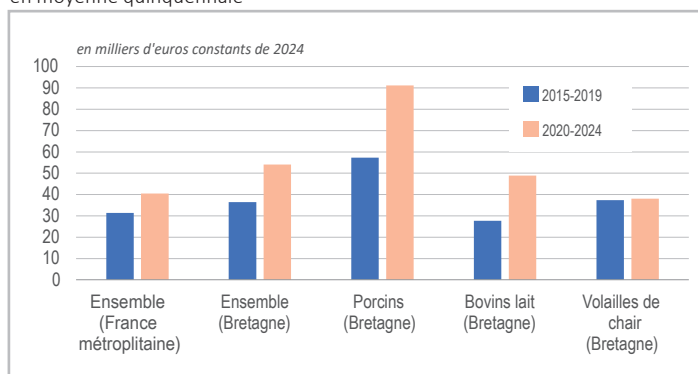
Les exploitations laitières ont la plus forte amélioration de leurs résultats économiques en 2024, comparée aux autres filières bretonnes. L'excédent brut d'exploitation par exploitant augmente de 21 % et s'élève à 91 300 euros. Cette hausse s'explique principalement par une production en augmentation de 6 %, avec un prix du lait qui reste d'un bon niveau (468 euros les 1 000 litres en moyenne). Parallèlement, les charges d'exploitation (hors amortissements) sont quasiment stables. La forte augmentation des charges de personnel (+ 20 %) pèse peu, elle est notamment compensée par la baisse des charges d'approvisionnement (- 7 %). La prise en compte des charges financières et des amortissements n'affecte pas le résultat courant, qui augmente lui aussi (+ 30 %). Il atteint ainsi 51 000 euros en 2024 (contre 49 000 euros en moyenne entre 2020 et 2024).

Des résultats en forte baisse dans la filière volailles de chair

Pour l'ensemble des éleveurs de volaille, l'excédent brut d'exploitation par exploitant baisse de 2 % (107 500 euros en 2024). Cette baisse est beaucoup plus marquée pour la filière chair (- 12 % pour atteindre 70 000 euros en 2024). L'excédent augmente en revanche dans la filière ponte. La production des élevages spécialisés en volailles de chair

Figure 6 - Un résultat courant supérieur entre 2020 et 2024

Résultat courant avant impôt (RCAI) par équivalent temps plein (ETP) non salarié en moyenne quinquennale



Champ : France métropolitaine

Source : Agreste, Rica

baisse de 7 % et n'est pas compensée par la baisse des charges (notamment - 8 % pour les charges d'approvisionnement). La prise en compte des charges financières et des amortissements améliore au contraire le résultat courant avant impôt, qui augmente de 3 % par exploitant en 2024 pour l'ensemble des éleveurs de volaille (55 000 euros annuels en moyenne contre 50 500 pour l'ensemble des exploitations bretonnes). Pour les éleveurs de volaille de chair, la chute du résultat courant est néanmoins importante (- 21 % en 2024). Il atteint 28 000 euros par exploitant, bien en dessous de la moyenne régionale. Les résultats moyens 2020-2024 sont stables par rapport à 2015-2019, alors qu'ils augmentent pour les élevages porcins et bovins lait (figure 6).

Sources et méthodes

Le **réseau d'information comptable agricole (Rica)** est une enquête annuelle, harmonisée au niveau européen, qui collecte des données comptables et technico-économiques détaillées auprès d'un échantillon d'exploitations agricoles.

Les données collectées permettent notamment d'analyser la diversité des résultats et celle de leur formation, de dresser des diagnostics économiques et financiers, et d'évaluer l'impact de certaines politiques publiques. Cette enquête sert également à comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne.

Le Rica couvre le champ des exploitations dont la **production brute standard (PBS) est supérieure à 25 000 euros** pour la métropole. Les autres exploitations (dites micro-exploitations) contribuent à moins de 1 % de la production standard régionale et 6 % du volume de travail (ETP non-salariés et salariés) en Bretagne.

En Bretagne, l'échantillon Rica 2024 compte **477 exploitations**, représentant les 21 700 exploitations bretonnes (hors micro-exploitations). Les spécialisations bovins-lait, porcins et volailles de chair sont bien représentées, d'où des commentaires présents sur ces seules activités.

Les **évolutions annuelles** sont calculées à **échantillon constant** (c'est-à-dire à partir des exploitations présentes à la fois dans l'échantillon RICA année n-1 et dans celui de RICA année n) et exprimées en termes réels (c'est-à-dire corrigées de l'inflation). Les moyennes quinquennales présentent des valeurs calculées sur échantillons complets (mais également exprimées en euros constants 2024).

Tableau des exploitations agricoles bretonnes présentes de l'échantillon

Bretagne	Nombre d'exploitations du RICA 2024	Nombre d'exploitations à champ constant (pour le calcul des évolutions 2023-2024)
Toutes orientations	477	384
Bovins lait	95	78
Bovins viande	23	21
Porcins	99	74
Volailles	80	62
<i>dont volailles de chair</i>	50	43
Légumes frais de plein champ	29	22

Définitions

L'**excédent brut d'exploitation (EBE)** est calculé à partir de la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée), augmentée des subventions, de laquelle sont soustraites les consommations intermédiaires et les autres charges d'exploitation (salaires, impôts fonciers, fermages...).

Charges courantes : ensemble des charges d'exploitation et des charges financières

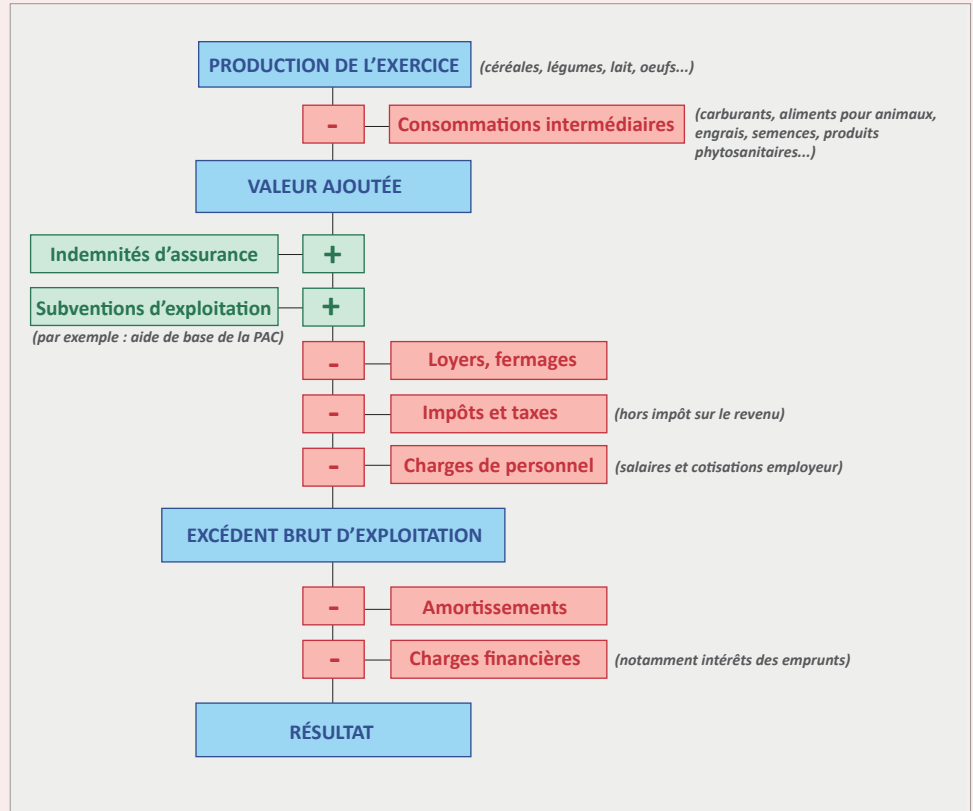
Charges d'approvisionnement : sous-ensemble des charges d'exploitation – engrais et amendements, semences et plants, produits phytosanitaires, aliments du bétail, produits vétérinaires, combustibles, carburants et lubrifiants, fournitures et emballages.

Le **résultat courant avant impôt (RCAI)** se déduit de l'EBE après la prise en compte des amortissements (non décaissables), des produits financiers et des charges financières. Il est calculé avant déduction des charges sociales de l'exploitant.

Le **solde disponible** est calculé en déduisant de l'EBE les annuités d'emprunt à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant.

Le **taux d'endettement** est l'ensemble des dettes rapporté au total de l'actif (actif immobilisé et actif circulant) ou rapporté au total du passif (capitaux propres et emprunts).

Fonctionnement comptable simplifié d'une exploitation agricole



Pour en savoir plus

- [Résultats économiques des exploitations agricoles - France; Chiffres clés 2024](#), Agreste Chiffres et données, n°2026-1, janvier 2026
- [Des résultats économiques agricoles en retrait en 2024 pour la seconde année consécutive](#), Agreste Primeur, n°2025-6, décembre 2025
- [L'agriculture bretonne produit moins de richesse qu'en 2023](#), Agreste Études Bretagne, n°2025-3, novembre 2025

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne
Service régional de l'information statistique et économique
15, avenue de Cucillé
35047 Rennes cedex 9
Tel : 02 99 28 22 30
Mail : srise.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr

Directeur : Benjamin Beaussant
Directrice de la publication : Claire Chevin
Rédacteur en chef : Sébastien Samyn
Rédacteur : Claude Briand
Composition : Nadine Nieto (Srise Provence-Alpes-Côte d'Azur)
ISSN : 2739-7068
© Agreste 2026